



## Communiqué de presse CS/8342

Conseil de sécurité  
5149<sup>e</sup> séance – matin

**CONSEIL DE SÉCURITÉ: AU MOYEN-ORIENT, LES PROBLÈMES SUBSISTENT MAIS  
L'IMPASSE A ÉTÉ SURMONTÉE. ESTIME LE CHEF DU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES  
POLITIQUES DE L'ONU**

Dans le cadre de son rendez-vous mensuel avec le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rendu compte, ce matin, de l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Kieran Prendergast a évoqué la visite que le Secrétaire général de l'ONU a effectuée, du 13 au 16 mars, en Israël et auprès de l'Autorité palestinienne. Il a aussi évoqué la mise en oeuvre des engagements pris à Charm el-Cheikh, le 8 février dernier. Beaucoup de problèmes et de défis subsistent mais l'impasse a été surmontée, a-t-il estimé, en commentant la situation générale avant de faire part de l'évolution de la situation au Liban.

### Exposé

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Kieran Prendergast, a rappelé que dans ses remarques à l'occasion de l'inauguration du nouveau Musée de l'histoire de l'holocauste à Yad Vashem, le Secrétaire général a souligné le devoir des Nations Unies de commémorer l'holocauste et de lutter contre la haine et l'intolérance. Le Secrétaire général a, par ailleurs, eu des réunions avec les autorités israéliennes et palestiniennes. Il a été convaincu que les deux parties ont franchi les premières étapes sur la voie d'une reprise du processus de paix. Le Secrétaire général, a encore confié Kieran Prendergast, est reparti avec un optimisme prudent et le sentiment que les reculs et les retards seraient inévitables. Il prône, en conséquence, une implication active du Quatuor.

Le Gouvernement d'Israël a souligné que sa préoccupation majeure est que l'Autorité palestinienne passe des paroles aux actes et prenne des mesures pour traduire en justice les responsables d'actes terroristes. Il a exprimé sa crainte qu'un cessez-le-feu et les résultats de la réunion du 15 mars au Caire ne seraient pas suffisants en la matière et pourraient même compliquer la tâche de démantèlement des capacités et d'infrastructures terroristes. Le démantèlement, a souligné le Gouvernement israélien, est une obligation palestinienne conformément à la Feuille de route. Les autorités palestiniennes ont, quant à elles, souligné la nécessité d'atténuer les souffrances de leur peuple et exprimé leur frustration quant au refus d'Israël de mettre fin aux bouclages des territoires et de libérer davantage de prisonniers palestiniens. Elles se sont aussi plaintes des retards dans l'application des obligations de Charm el-Cheikh. Elles ont prévenu qu'en l'absence de telles mesures de confiance, il serait difficile de mobiliser l'appui du peuple au processus de paix.

Le Secrétaire général s'est ainsi rendu compte de la nécessité immédiate de rétablir la confiance et a appelé les parties à s'engager dans des négociations directes. Il a indiqué aux autorités palestiniennes que les Nations Unies demeurent attachées à les appuyer dans leurs efforts de réforme, en particulier de la sécurité, et dans leurs initiatives relatives aux élections. Les dirigeants palestiniens ont demandé au Secrétaire général de souligner auprès des partenaires internationaux la nécessité de verser l'aide promise à

la Conférence de Londres le plus rapidement possible, compte tenu de la situation économique et fiscale difficile.

Le Secrétaire général a aussi eu l'impression que le Premier Ministre Sharon était bien déterminé à continuer l'application du plan de désengagement malgré une forte opposition. Il a souligné l'importance de coordonner tous les aspects du retrait et indiqué que ce retrait n'est pas une fin en soi mais une étape importante d'un processus de paix plus large. Ce retrait, a-t-il encore dit, doit être compatible avec la Feuille de route. Le Gouvernement israélien connaîtra ce mois-ci son moment de vérité, a annoncé le Secrétaire général adjoint. Si le Parlement n'accepte pas le budget, le Gouvernement pourrait tomber et entraîner de nouvelles élections, avec pour conséquence des retards dans le retrait qui continue de jouir de l'appui de la population. Les dirigeants palestiniens ont fait part de leur disposition à coopérer aux préparatifs du retrait en soulignant la nécessité d'un investissement approprié de la part des donateurs pour assurer la viabilité de Gaza. Toutefois, certains craignent que le retrait ne devienne « Gaza d'abord et Gaza seulement », tout en craignant aussi les actes unilatéraux tels que l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur.

L'ONU, a reconnu le Secrétaire général adjoint, est préoccupée par le fait qu'Israël n'ait ni démantelé ni gelé les colonies de peuplement. Cette semaine, des rapports officiels ont fait état de la décision du Gouvernement de construire, cette année, au moins 3 500 nouveaux logements qui lieraient la plus grande colonie de Maaleh Adumim à Jérusalem. La Feuille de route dit clairement qu'Israël doit démanteler les colonies. Quant au mur, le tracé approuvé récemment incorpore un pourcentage important de la terre palestinienne et a un impact négatif sur la vie de nombreux Palestiniens. Le Secrétaire général adjoint a réitéré son appel à Israël pour qu'il respecte ses obligations juridiques en vertu de l'avis de la Cour internationale de Justice.

La mise en œuvre des engagements pris le 8 février à Charm el-Cheikh continue mais pas aussi rapidement que prévu, a-t-il poursuivi. Ce n'est que le 16 mars que les questions en suspens concernant le transfert de Jéricho ont été résolues. Tulkarem a été rendu le 21 mars après des retards similaires et les négociations sur le transfert de Bethléem, Qalqiliya et Ramallah sont en cours mais demeurent difficiles. Les négociations sur le transfert des autres principaux centres urbains de la Cisjordanie ont été reportées à une date ultérieure.

M. Prendergast a ensuite indiqué que la Commission ministérielle conjointe israélo-palestinienne sur les prisonniers palestiniens n'a pu parvenir à un accord pour la libération de 400 autres Palestiniens. À ce jour, seuls 16 déportés Palestiniens sur 60 ont été autorisés à retourner à Bethléem, a indiqué M. Prendergast, en rappelant la position du Quatuor sur cette question et en exhortant les parties à s'acquitter pleinement des engagements pris au Sommet de Charm el-Cheikh. Lors de ce Sommet, le Premier Ministre Sharon et le Président Abbas avaient annoncé qu'ils feraient tout pour mettre fin à la violence et aux opérations militaires. Ces objectifs seront difficiles à atteindre si les extrémistes continuent de mener leur propre agenda, qui est de faire dérailler le processus de paix, a estimé M. Prendergast.

Parlant ensuite du Liban, après avoir rappelé le fait marquant qu'a constitué l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafik Hariri, il a indiqué que malgré la reconduite du Premier Ministre démissionnaire Karameh par le Président Lahoud aux mêmes fonctions, M. Karameh n'avait pas encore pu former un nouveau gouvernement. Les Libanais ont manifesté pacifiquement ces dernières semaines, a noté le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Mais, a-t-il regretté, au cours des derniers jours, des attentats à la bombe se sont produits, et ont fait 3 morts et 19 blessés à Beyrouth. Dans la déclaration qu'il a faite mercredi, le Secrétaire général de l'ONU a appelé le Gouvernement libanais à traduire en justice les auteurs de ces actes, a dit M. Prendergast en indiquant que M. Kofi Annan avait exhorté toutes les parties à préserver la stabilité et l'unité du Liban. Le Secrétaire général est fermement convaincu que le peuple libanais devrait pouvoir décider de son propre avenir de manière pacifique et démocratique, a-t-il indiqué. En outre, le Secrétaire général transmettra cet après-midi au Conseil le rapport de la mission d'enquête sur les circonstances de l'assassinat, le 14 février dernier, de Rafik Hariri. Concernant le Sud-Liban, Kieran Prendergast a dit que la situation avait été plutôt calme au cours des deux derniers mois le

long de la Ligne bleue. Malheureusement, a-t-il regretté, Israël continue de violer l'espace aérien de cette partie du Liban, ces violations se multipliant ces derniers jours.

Le Secrétaire général s'est rendu cette semaine à Alger où il a pris part au Sommet de la Ligue des États arabes, a ensuite indiqué M. Prendergast. Le Secrétaire général s'est félicité de la relance de l'initiative de paix arabe, l'engagement des pays arabes étant essentiel dans la conduite du processus de paix. Une solution durable ne peut s'esquisser que si des initiatives régionales la soutiennent, a estimé M. Prendergast. Bien que de nombreux défis restent à relever, nous pensons que l'impasse a été brisée. Ainsi, lors de la Conférence qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> mars à Londres, au cours de laquelle le Quatuor a pu tenir des consultations, la communauté internationale a clairement exprimé sa volonté de se réengager et d'assister les Palestiniens et les Israéliens, a déclaré M. Prendergast, en rappelant que l'objectif final était de parvenir à une paix juste, durable et globale; à la fin de l'occupation de 1967 et à l'existence de deux États -Israël et une Palestine souveraine, viable et démocratique- vivant côte à côte dans la paix.

\* \*\* \*